

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Décembre 2006 : Excédent budgétaire de 1,2 milliard de dollars

Un excédent budgétaire de 1,2 milliard de dollars a été dégagé en décembre 2006, en hausse de 0,3 milliard par rapport à l'excédent de 0,9 milliard enregistré en décembre 2005. Les revenus budgétaires ont augmenté de 1,4 milliard de dollars (7,6 %) en raison de la forte croissance des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et d'impôt des sociétés ainsi que des revenus non fiscaux, qui a été partiellement annulée par la baisse d'autres revenus, particulièrement les taxes et droits d'accise. Les charges de programmes ont pour leur part augmenté de 0,8 milliard de dollars (5,5 %), en raison de la hausse des paiements de transfert et des charges de fonctionnement des ministères. Les frais de la dette publique ont progressé de 0,3 milliard.

D'avril à décembre 2006 : Excédent budgétaire de 7,3 milliards de dollars

L'excédent budgétaire estimatif au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2006-2007 s'élève à 7,3 milliards de dollars, en baisse par rapport à celui de 7,5 milliards dégagé durant la même période de l'exercice précédent. Les revenus budgétaires ont progressé de 7,8 milliards de dollars (4,9 %), par suite d'une forte croissance des revenus tirés de l'impôt sur le revenu et des revenus non fiscaux, contrebalancée en partie par une baisse des revenus provenant des taxes d'accise et des cotisations d'assurance-emploi. Les charges de programmes ont augmenté de 7,9 milliards (6,3 %) en raison d'une hausse des transferts et des autres charges de programmes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,2 milliard.

La projection de l'excédent budgétaire de 2006-2007 sera mise à jour dans le budget.

Décembre 2006

Un excédent budgétaire de 1,2 milliard de dollars a été dégagé en décembre 2006, soit un peu plus que l'excédent de 0,9 milliard enregistré en décembre 2005.

Les revenus budgétaires ont augmenté de 1,4 milliard de dollars (7,6 %) pour s'établir à 19,1 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (9,7 %) en décembre par suite de la forte croissance des retenues salariales, elle-même attribuable à la conjoncture et à un nombre plus élevé que la normale de jours de traitement au cours du mois.
- Les rentrées d'impôt des sociétés ont progressé de 0,8 milliard de dollars (32,4 %). Ces rentrées peuvent varier d'un mois à l'autre, car des remboursements ou des règlements importants peuvent être comptabilisés pendant n'importe quel mois donné. De plus, les cotisations ou nouvelles cotisations, qui peuvent se rapporter à des activités d'années passées, peuvent influencer les résultats d'un mois donné.
- Les autres rentrées d'impôt sur le revenu – retenues au titre de l'impôt des non-résidents – ont diminué de 0,1 milliard de dollars, ou 24,2 %, compte tenu du niveau très élevé des retenues en décembre 2005.



La revue financière

- Les taxes et droits d'accise ont diminué de 0,4 milliard de dollars, principalement en raison d'une baisse de 14,8 % des revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) à la suite de la réduction de 1 point de pourcentage de son taux à compter du 1^{er} juillet 2006.
- Les cotisations d'assurance-emploi perçues ont diminué de 7,9 % en raison de la réduction du taux de cotisation, qui est passé de 1,95 \$ à 1,87 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables le 1^{er} janvier 2006, et du transfert à la province de Québec, à cette même date, du service des prestations parentales et de maternité dans cette province ainsi que des cotisations qui s'y rattachent.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (14,3 %). Ces revenus varient d'un mois à l'autre.

Les charges de programmes se sont élevées à 15,1 milliards de dollars en décembre 2006, en hausse de 0,8 milliard (5,5 %) par rapport à décembre 2005, ce qui tient à l'augmentation des paiements de transfert et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, dont la Défense nationale.

Les paiements de transfert ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (5,2 %).

- Les transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,3 milliard de dollars (6,9 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 5,1 %. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 2,1 % en raison d'une baisse des prestations parentales et de maternité. Les prestations pour enfants comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la nouvelle Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE), dont le service a commencé le 1^{er} juillet 2006; elles ont connu une hausse de 0,2 milliard en raison des transferts dans le cadre du nouveau programme de la PUGE.
- Les transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts pour la santé et les autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux),

les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada, les transferts au titre de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (8,5 %).

- Les subventions et autres transferts ont diminué de 0,1 milliard de dollars (5,2 %).

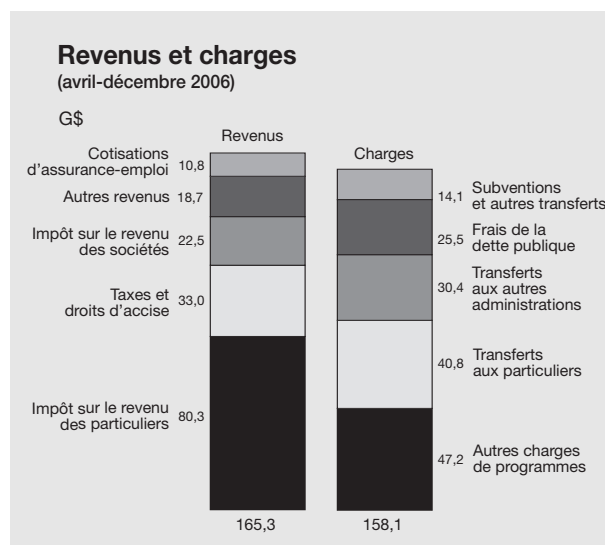
Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la Défense nationale, de même que de l'évaluation permanente des obligations de l'État. Ces charges ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (6,0 %), sous l'effet de hausses des charges de certains ministères.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, en raison d'une hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

D'avril à décembre 2006

L'excédent budgétaire au cours des neuf premiers mois de l'exercice s'élève à 7,3 milliards de dollars, soit 0,2 milliard de moins que celui de 7,5 milliards dégagé durant la même période de l'exercice 2005-2006.

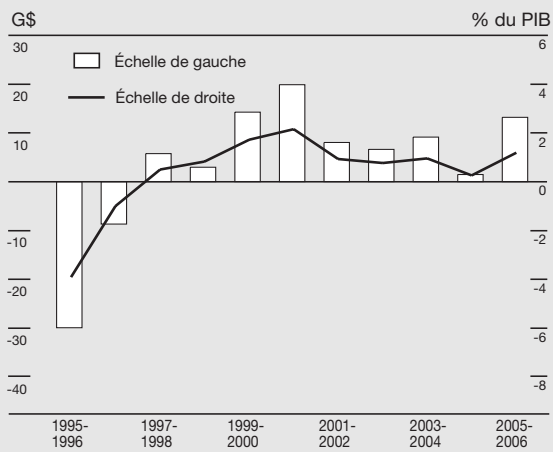
Les revenus budgétaires ont progressé de 7,8 milliards de dollars (4,9 %) pour atteindre 165,3 milliards.



- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 6,8 milliards de dollars (9,3 %), sous l'effet de la forte hausse de l'emploi et des salaires ainsi que de la progressivité du régime d'impôt sur le revenu des particuliers.
- Les rentrées d'impôt des sociétés ont progressé de 2,5 milliards de dollars (12,4 %), en raison de l'augmentation de la base des acomptes provisionnels, qui est attribuable à la croissance des bénéfices en 2005 et en 2006. Les résultats enregistrés jusqu'ici concernant l'impôt des sociétés ne permettent pas nécessairement d'extrapoler le résultat éventuel de l'exercice entier. En effet, environ la moitié des rentrées au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés est attribuable à des sociétés dont l'exercice prend fin en décembre : en moyenne, quelque 40 % des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés sont donc perçus au cours des trois derniers mois de l'exercice, lorsque ces sociétés doivent verser des paiements de règlement correspondant à la différence entre l'impôt qu'elles ont effectivement à payer et les acomptes qu'elles ont versés. Par conséquent, les résultats cumulatifs des neuf premiers mois de l'exercice peuvent différer nettement des résultats définitifs obtenus pour tout l'exercice.
- Les autres rentrées d'impôt sur le revenu ont grimpé de 0,6 milliard de dollars (20,1 %), sous l'effet d'un paiement ponctuel en novembre 2006 relativement à la disposition d'actifs canadiens par une société non résidente.
- Les revenus tirés des taxes et droits d'accise ont fléchi de 2,3 milliards de dollars (6,4 %), essentiellement par suite de la baisse de 2,3 milliards des rentrées de TPS découlant de la réduction du taux de cette taxe à compter du 1^{er} juillet 2006. Les revenus provenant des taxes de vente et d'accise ont pour leur part diminué de 0,1 milliard (1,3 %). Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 0,1 milliard (3,4 %), tandis que les revenus provenant du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien étaient en hausse de 11 millions de dollars.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 7,4 % en raison de la réduction du taux de cotisation, qui est passé de 1,95 \$ à 1,87 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables le 1^{er} janvier 2006, et du transfert à la province de Québec, à cette même date, du service des prestations parentales et de maternité dans cette province ainsi que des cotisations qui s'y rattachent.
- Les autres revenus ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (7,2 %).

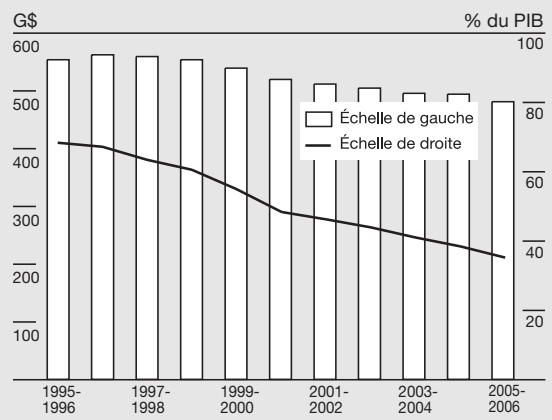
Les charges de programmes engagées d'avril à décembre 2006 se sont établies à 132,6 milliards de dollars, soit 7,9 milliards (6,3 %) de plus que durant la même période en 2005-2006; cette hausse est attribuable à l'augmentation des transferts et des coûts de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la Défense nationale. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,2 milliard.

Solde budgétaire



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

La revue financière

Les paiements de transfert, qui représentent environ les deux tiers des charges de programmes totales, ont augmenté de 4,6 milliards de dollars (5,7 %).

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 5,3 %. Les prestations aux aînés se sont accrues de 4,8 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi diminuaient de 3,7 %. La baisse des prestations d'assurance-emploi enregistrée jusqu'ici pendant l'exercice s'explique principalement par la diminution des prestations parentales et de maternité, par suite du transfert à la province de Québec du service de ces prestations dans cette province et des cotisations qui s'y rattachent à compter du 1^{er} janvier 2006. Enfin, les prestations pour enfants ont augmenté de 19,8 %, en raison des transferts au titre de la nouvelle PUGE, dont le versement a débuté le 1^{er} juillet 2006.
- Les transferts aux autres administrations ont augmenté de 2,1 milliards de dollars (7,3 %), surtout en raison de l'effet de l'accord de 2004 sur les soins de santé et d'un transfert de 650 millions de dollars aux provinces et aux territoires en juillet 2006 au titre de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants.
- Les subventions et autres transferts ont progressé de 0,5 milliard de dollars (3,7 %), surtout en raison de la hausse de l'aide aux agriculteurs.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 3,2 milliards de dollars (7,4 %) à cause de la hausse des coûts de fonctionnement des ministères et organismes ainsi que d'une majoration ponctuelle des obligations estimatives de l'État au titre des régimes de retraite en septembre 2006.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,7 %, principalement à cause de la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Ressources financières de 4,0 milliards de dollars d'avril à décembre 2006

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. Par contre, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les

encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier, le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins de 3,3 milliards de dollars d'avril à décembre, par suite de paiements effectués aux provinces et à des organismes internationaux aux termes du projet de loi C-48. Les besoins ont diminué par rapport à ceux de 7,1 milliards pour la même période en 2005-2006. Cette diminution des besoins tient principalement au transfert des actifs du Régime de pensions du Canada détenus par le gouvernement à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada en 2005-2006.

Considérant un excédent budgétaire de 7,3 milliards de dollars et des besoins de 3,3 milliards au titre des opérations non budgétaires, les neuf premiers mois de 2006-2007 se sont soldés par des ressources financières nettes de 4,0 milliards de dollars, comparativement à 0,4 milliard au cours de la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en baisse de 17,9 milliards de dollars

Le gouvernement a utilisé ces ressources financières de 4,0 milliards de dollars et une baisse de 13,9 milliards de ses soldes de trésorerie pour réduire de 17,9 milliards sa dette contractée sur les marchés à la fin du mois de décembre 2006; la réduction a surtout touché les bons du Trésor, les obligations négociables et les emprunts libellés en devises. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction de certains facteurs, notamment les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin de décembre s'élevaient à 4,1 milliards de dollars.

La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Décembre		Avril à décembre	
	2005	2006	2005-2006	2006-2007
	(M\$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	17 771	19 127	157 538	165 315
Charges				
Charges de programmes	-14 336	-15 127	-124 728	-132 583
Frais de la dette publique	-2 521	-2 827	-25 310	-25 477
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	914	1 173	7 500	7 255
Opérations non budgétaires	965	54	-7 055	-3 260
Ressources ou besoins financiers	1 879	1 227	445	3 995
Variation nette dans les activités de financement	-4 398	-10 504	-13 095	-17 887
Variation nette dans l'encaisse	-2 519	-9 277	-12 650	-13 892
Encaisse à la fin de la période			4 509	4 067

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Décembre			Avril à décembre		
	2005	2006	Variation	2005-2006	2006-2007	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	9 155	10 044	9,7	73 494	80 296	9,3
Impôt sur le revenu des sociétés	2 512	3 325	32,4	19 974	22 450	12,4
Autres impôts sur le revenu	530	402	-24,2	3 214	3 859	20,1
Total des impôts sur le revenu	12 197	13 771	12,9	96 682	106 605	10,3
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 160	1 841	-14,8	25 157	22 877	-9,1
Droits de douane à l'importation	265	251	-5,3	2 592	2 680	3,4
Taxes de vente et d'accise	814	778	-4,4	7 272	7 179	-1,3
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	26	25	-3,8	257	268	4,3
Total des taxes et droits d'accise	3 265	2 895	-11,3	35 278	33 004	-6,4
Total des revenus fiscaux	15 462	16 666	7,8	131 960	139 609	5,8
Cotisations d'assurance-emploi	802	739	-7,9	11 704	10 840	-7,4
Autres revenus	1 507	1 722	14,3	13 874	14 866	7,2
Total des revenus budgétaires	17 771	19 127	7,6	157 538	165 315	4,9

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

La revue financière

Tableau 3

Charges budgétaires

	Décembre			Avril à décembre		
	2005	2006	Variation	2005-2006	2006-2007	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 442	2 566	5,1	21 693	22 745	4,8
Prestations d'assurance-emploi	1 154	1 130	-2,1	10 144	9 765	-3,7
Prestations pour enfants	782	985	26,0	6 930	8 304	19,8
Total	4 378	4 681	6,9	38 767	40 814	5,3
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 583	1 678	6,0	14 250	15 105	6,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	686	708	3,2	6 169	6 375	3,3
Total	2 269	2 386	5,2	20 419	21 480	5,2
Transferts fiscaux	1 044	1 128	8,0	9 536	9 984	4,7
Villes et collectivités du Canada	167	204	22,2	561	548	-2,3
Apprentissage et garde des jeunes enfants	0	0	s.o.	0	650	s.o.
Paiements de remplacement pour les programmes permanents						
	-261	-226	-13,4	-2 200	-2 281	3,7
Total	3 219	3 492	8,5	28 316	30 381	7,3
Subventions et autres transferts						
Agriculture et Agroalimentaire	164	330	101,2	1 060	1 701	60,5
Affaires étrangères et Commerce international						
	215	265	23,3	1 604	1 576	-1,7
Santé	137	111	-19,0	1 320	1 372	3,9
Ressources humaines et Développement social						
	100	108	8,0	1 145	1 186	3,6
Affaires indiennes et du Nord	380	448	17,9	3 619	3 553	-1,8
Industrie	205	266	29,8	1 452	1 518	4,5
Autres	503	87	-82,7	3 442	3 236	-6,0
Total	1 704	1 615	-5,2	13 642	14 142	3,7
Total des paiements de transfert	9 301	9 788	5,2	80 725	85 337	5,7
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	110	56	-49,1	978	946	-3,3
Société canadienne d'hypothèques et de logement						
	170	155	-8,8	1 536	1 510	-1,7
Autres	322	360	11,8	2 476	2 578	4,1
Total	602	571	-5,1	4 990	5 034	0,9
Défense	1 226	1 375	12,2	10 766	11 627	8,0
Tous les autres ministères et organismes	3 207	3 393	5,8	28 247	30 585	8,3
Total des autres charges de programmes	5 035	5 339	6,0	44 003	47 246	7,4
Total des charges de programmes	14 336	15 127	5,5	124 728	132 583	6,3
Frais de la dette publique	2 521	2 827	12,1	25 310	25 477	0,7
Total des charges budgétaires	16 857	17 954	6,5	150 038	158 060	5,3

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Décembre		Avril à décembre	
	2005	2006	2005-2006	2006-2007
	(M\$)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	914	1 173	7 500	7 255
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-343	-283	-1 514	-1 572
Autres activités d'investissement	-1	1 680	-2 387	-954
Comptes de pension et autres comptes	241	469	-308	3 853
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	-977	-1 652	-7 468	-8 050
Opérations de change	1 769	-380	2 313	1 205
Amortissement des immobilisations corporelles	276	220	2 309	2 258
Total des autres activités	1 068	-1 812	-2 846	-4 587
Total des opérations non budgétaires	965	54	-7 055	-3 260
Ressources ou besoins financiers nets	1 879	1 227	445	3 995

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Décembre		Avril à décembre	
	2005	2006	2005-2006	2006-2007
	(M\$)			
Ressources ou besoins financiers nets	1 879	1 227	445	3 995
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-6 582	-8 642	-7 992	-5 088
Bons du Trésor	2 400	-3 200	-100	-6 900
Obligations d'épargne du Canada	-423	-69	-1 368	-1 877
Autres	-9	-27	-205	-1 160
Total	-4 614	-11 938	-9 665	-15 025
Emprunts en devises	367	26	-3 131	-3 938
Total	-4 247	-11 912	-12 796	-18 963
Réévaluation de swaps de devises	-43	1 117	-70	1 335
Escomptes non amortis des émissions obligataires	-111	297	-295	-190
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3	-6	66	-69
Variation nette dans les activités de financement	-4 398	-10 504	-13 095	-17 887
Variation dans l'encaisse	-2 519	-9 277	-12 650	-13 892

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

La revue financière

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2006	31 décembre 2006	Variation
		(M\$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	101 432	92 217	-9 215
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	261 134	256 046	-5 088
Bons du Trésor	131 597	124 697	-6 900
Obligations d'épargne du Canada	17 342	15 465	-1 877
Autres	3 102	1 942	-1 160
Total partiel	413 175	398 150	-15 025
Payable en devises	14 085	10 147	-3 938
Compte de réévaluation de swaps de devises	-2 258	-923	1 335
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-6 780	-6 970	-190
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 927	2 858	-69
Total de la dette non échue	421 149	403 262	-17 887
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	131 062	133 817	2 755
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	43 369	44 584	1 215
Autres comptes de pension et autres comptes	5 493	5 376	-117
Total des comptes de pension et autres comptes	179 924	183 777	3 853
Total de la dette portant intérêt	601 073	587 039	-14 034
Total du passif	702 505	679 256	-23 249
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	82 843	67 786	-15 057
Comptes d'opérations de change	40 827	39 622	-1 205
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	41 889	42 843	954
Total des actifs financiers	165 559	150 251	-15 308
Dette nette	536 946	529 005	-7 941
Actifs non financiers	55 447	54 761	-686
Dette fédérale (déficit accumulé)	481 499	474 244	-7 255

Pour toute demande d'exemplaire s supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au 613-995-2855.

Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Chris Forbes au 613-995-6391.

Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.

This publication is also available in English.

Février 2007